

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 3 OCTOBRE 2024

Envoyé en préfecture le 08/10/2024
Reçu en préfecture le 08/10/2024
Publié le
ID : 055-200066157-20241003-82_2024-DE

Objet : Renouvellement DSP exploitation Centre Aquatique Aquamosa

L'an deux mille vingt-quatre, le trois octobre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-sept septembre deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Boviolles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte :** LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines :** KERCRET Brigitte ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont :** BENICHOUX Roseline *suppléante de LANterne Bruno* ; **Commercy :** BARREY Patrick, CAHU Gérard, KIEFER Sandrine, REYRE Benoît, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse :** ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois :** FOURNIER Catherine ; **Euville :** FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** DAL ZOTTO *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques ; **Lérrouville :** HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit :** BIZET Jehanne *suppléante de DUVAL Didier* ; **Ménil-La-Horgne :** KAISER Claude ; **Montbras :** MAGRON Philippe ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse :** ANDRE Séverine *suppléante de GUILLAUME Jean-Louis* ; **Pagny-la-Blanche-Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse :** MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire :** BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse :** POTIER Rémi ; **Saulvaux :** PRESSON Evelyne *suppléante de ETIENNE Gilles* ; **Sauvigny :** HENRY Jean Luc ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs :** DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon :** GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie

Absents : **Boncourt-sur-Meuse :** LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure :** LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Chonville-Malaumont :** LANterne Bruno ; **Commercy :** CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëtitia ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean-Charles ; **Lérrouville :** VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise :** CARDOT Julien ; **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit :** DUVAL Didier ; **Montigny-les-Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand :** SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse :** GUILLAUME Jean-Louis ; **Pont-sur-Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle :** LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin :** POIRSON Éliane ; **Saulvaux :** ETIENNE Gilles ; **Sauvoy :** MASSON Sophie ; **Sepvigny :** MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin :** KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Vaucouleurs :** DI RISIO Ghislaine ; **Vignot :** LECLERC Madeleine, MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** JOUANNEAU Olivier, THIRY Nathalie ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

WAG WAGNER Dominique de PETITJEAN Joël ; LIGIER Jean-Pierre de LAFROGNE Nicolas ; FOURNIER Catherine de SCHMITT Robert ; THIRIOT Elise de CARE Florent ; REYRE Benoît de GENART Angélique, BARREY Patrick de MARCHAND Martine ; HUMBERT Jean-Claude de VIZOT Alain

Secrétaire de séance : HENRY Jean-Luc

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 48

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 - Abstention : 0

03/10/2024 Délibération n°82-2024

Au titre de la compétence culture, sports & loisirs, la Communauté de communes Commercy Void Vaucouleurs est compétente notamment pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique « Aquamosa ».

La Collectivité a fait le choix de confier la gestion de cet équipement à la société Récréa par le biais d'une délégation de service public entrée en vigueur au 1er juillet 2020 et conclue pour une durée initialement de 4 ans. Le contrat actuel arrive à son terme le 31 août 2025 après la signature d'un avenant de prolongation.

Dès lors, et afin d'assurer la continuité de l'exécution du service, la Collectivité doit dès à présent se prononcer sur le choix du futur mode de gestion de cet équipement.

En vue de l'exploitation de cet équipement la Collectivité peut :

- Soit assurer l'exploitation de l'équipement en régie. La Collectivité assurerait alors, par ses propres moyens, financiers, humains et matériels, l'exploitation de l'équipement et endosserait la responsabilité de cette exploitation ;
- Soit solliciter des entreprises pour cette exploitation pour une simple fourniture de moyens. Dans ce cas, la Collectivité conserverait toutefois la responsabilité et les risques de l'exploitation. Il s'agit du régime juridique du marché public de services, dans lequel la Collectivité assumerait le risque financier de l'exploitation ;
- Soit décider d'associer plus étroitement une entreprise au service public, et lui transférer la responsabilité et les risques liés à l'exploitation. Dans ce cas, la gestion se ferait aux risques et périls de l'entreprise et la Collectivité procéderait à une nouvelle délégation de service public.

Compte tenu des orientations stratégiques prises par la Collectivité et des arguments décrits dans le rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales et figurant en annexe de la présente délibération, le choix d'un mode de gestion déléguée (nouvelle délégation de service public sous forme d'affermage) semble aujourd'hui le plus pertinent pour permettre la poursuite de l'exploitation du centre aquatique « Aquamosa ».

Ce mode de gestion répond en effet le mieux aux attentes, besoins et contraintes de la Collectivité en permettant une externalisation de l'exploitation du service, ce qui permettra à la Collectivité :

- De s'appuyer sur l'expérience et le savoir-faire spécifique, à la fois technique et commercial d'une entreprise spécialisée dans le secteur des centres aquatiques ; et
- De transférer à son cocontractant, entreprise professionnelle du secteur, l'ensemble des risques propres à une telle activité, tels notamment que le risque commercial lié à l'évolution de l'activité ou encore l'ensemble des risques techniques liés au fonctionnement des installations et ouvrages (entretien et maintenance).

Tout en conservant une place prépondérante dans le cadre de la définition des obligations et de la politique tarifaire du service ainsi que dans le contrôle du délégataire.

Les principales caractéristiques du futur contrat, détaillées dans le rapport joint en annexe, seraient dès lors les suivantes.

Le contrat aura la nature d'un contrat de délégation de service public au sens des dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Il aura pour objet de confier, au délégataire, l'exploitation du centre aquatique « Aquamosa ».

La durée du contrat sera fixée à 5 années, afin de permettre au délégataire d'amortir dans ses comptes les investissements réalisés dans le cadre de la délégation de service public.

Le contrat aurait pour objet de confier, au délégataire :

- La gestion administrative et financière du service :
 - La gestion de la billetterie ;
 - La commercialisation des droits d'entrées (unitaires, abonnements, etc.) ;
 - Les mesures de communication visant à assurer la promotion de l'équipement.
- L'accueil des différentes typologies d'usagers :
 - L'accueil, l'information du public ainsi que la surveillance des utilisateurs ;
 - L'accueil des scolaires (prioritairement ceux du territoire) ;
 - L'accueil des associations et clubs sportifs ;
 - La mise en place d'activités sportives, de loisirs et de groupes.
- Le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages :
 - La fourniture du matériel nécessaire à l'exploitation en complément de celui mis à disposition par la Collectivité
 - L'entretien général et la maintenance courante des ouvrages, installations et biens confiés selon les modalités précisées dans le contrat

- Le renouvellement des ouvrages et du matériel dans les conditions définies ;
- Le respect des normes sanitaires et sécuritaires avec la tenue d'un journal d'exploitation ;
- Un devoir général de conseil envers la Collectivité, notamment pour ce qui concerne les travaux d'entretien, de maintenance et de renouvellement ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2024

Reçu en préfecture le 08/10/2024

Publié le

ID : 055-200066157-20241003-82_2024-DE

Le périmètre du service délégué se composerait du centre aquatique « Aquamosa » composé comme suit :

- Un bassin sportif de 25m - 6 couloirs avec tribunes de 240 places assises,
- Un bassin ludique et d'apprentissage de 250 m²,
- Plusieurs équipements de loisirs : pataugeoire, pentaglis, toboggan, splashpad,
- Un espace bien-être complet composé de 2 bassins balnéo, hammam, sauna, douches.
- Des annexes administratives, techniques et fonctionnelles

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, le contrat pourra également prévoir sous la forme d'options claires, précises et sans équivoque la réalisation par le délégataire de certains investissements au cours de la durée du Contrat.

Le délégataire contracterait une obligation de résultat envers la Collectivité (respect des exigences du service public dans le cadre de l'exploitation du service), dont la non-atteinte pourrait être sanctionnée (sanctions financières - pénalités, sanction coercitive, résiliation pour faute).

Le délégataire serait ainsi seul responsable, à ses risques et périls, de la bonne gestion du service.

Il prendrait ainsi en charge l'ensemble des dépenses d'exploitation afférentes à l'exécution du service délégué, y compris celles résultant d'une modification naturelle des conditions d'exploitation normalement prévisibles.

Le délégataire serait ainsi autorisé à percevoir les recettes auprès des usagers du service afin de couvrir ses charges d'exploitation. Les tarifs des droits d'accès à l'équipement et aux activités qui s'y déroulent seront définis par délibération de la Collectivité.

Par ailleurs, en fonction du contenu précis du cahier des charges, la Collectivité pourra être amenée à verser au délégataire une compensation financière visant à compenser les contraintes de service public imposées au délégataire.

Parallèlement, le délégataire versera à la Collectivité, chaque année, une redevance d'occupation du domaine public, acquise dans tous les cas à la Collectivité, ainsi qu'une redevance variable calculée selon les dispositions du futur contrat.

Pour l'attribution du contrat de délégation de service public, le délégataire serait retenu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence prévue par les dispositions combinées des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, du code de la commande publique et notamment son article L. 1121-3 et sa troisième partie, relatifs aux contrats de concession ;

Il est demandé d'approuver le principe du recours à une nouvelle délégation de service public sous forme d'affermage pour l'exploitation du centre aquatique « Aquamosa » et d'autoriser le Président à engager la procédure de délégation de service public et à accomplir tous les actes préparatoires nécessaires à la passation de ce contrat.

Après exposé du Vice-Président et après avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses article L. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article L. 1121-3 et sa troisième partie, relatifs aux contrats de concession ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses article L. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public ;

Vu le rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales figurant en annexe de la présente délibération ;

Vu l'avis réputé avoir été donné du Comité Social Territorial du 16 septembre 2024 ;

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le principe du recours à une nouvelle délégation de service public sous forme d'affermage pour l'exploitation du centre aquatique « Aquamosa »,
- **AUTORISE** le Président à engager la procédure de délégation de service public et à accomplir tous les actes préparatoires nécessaires à la passation de ce contrat.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président


Francis LECLERC

Date de convocation : 27/09/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.